



Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal
Montreal Sexual Assault Centre

RAPPORT D'ACTIVITÉS ANNUELLES

**Du 1^{er} septembre 2020
au 31 août 2021**



Préparé par

Deborah A. Trent, directrice

et la collaboration de l'équipe

Novembre 2021

Comité des femmes actives de Montréal

Table des matières

MOT DE LA PRÉSIDENTE ET DE LA DIRECTRICE.....	1
CONSEIL D'ADIMINISTRATION	2
COMITÉ DES FEMMES ACTIVES DE MONTRÉAL.....	2
EMPLOYÉES.....	3
ORGANIGRAMME	4
1. L'INTERVENTION DIRECTE AUPRÈS DE LA CLIENTÈLE	5
1.1 Le service désigné pour l'intervention médicosociale en situation d'urgence et les suivis médicaux	5
1.2 Les suivis cliniques	7
TABLEAUX DES STATISTIQUES	9
2. INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE.....	21
2.1 Portrait des appelantes et appelants	21
2.2 Équipe d'Info-aide violence sexuelle, encadrement des intervenantes téléphoniques et formation continue	22
2.3 Liste des activités de formation continue au cours de l'année 2020-2021	23
Tableau des activités de formation continue du 1 ^{er} septembre 2020 au 31 août 2021	23
2.4 LA PROMOTION	24
TABLEAUX DES STATISTIQUES INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE	25
3. SERVICE-CONSEIL PROVINCIAL AUX CENTRES DÉSIGNÉS POUR L'INTERVENTION MÉDICOSOCIALE AUPRÈS DES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE.....	31
4. STAGES DE FORMATION	34
5. SENSIBILISATION	34
6. LIENS AVEC LES AUTRES ORGANISMES ET RESSOURCES DU MILIEU	34
7. COMITÉS DE TRAVAIL.....	35
9. LE FINANCEMENT.....	39
Les activités de collecte de fonds et de dons individuels et corporatifs	40
10. LA PANDÉMIE DE LA COVID19	41

MOT DE LA PRÉSIDENTE ET DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Malgré le fait que l'année **2020-2021** a été grandement colorée par l'omniprésence de la pandémie Covid-19, le Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal (CVASM) est demeuré engagé envers sa mission, d'offrir un espace sécuritaire, sans jugement où toute personne touchée par l'agression sexuelle sera accueillie, écoutée, crue et accompagnée dans le respect de ses choix. Tout comme pendant les premiers six mois de la pandémie Covid-19, la priorité du CVASM a été de maintenir les services essentiels tout en s'assurant de la santé et du bien-être des employées du CVASM.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué à la rédaction des sections du rapport annuel et à la compilation des données statistiques. Un merci spécial à Manon Crête, notre cheffe d'orchestre pour la réalisation du document final.

La pandémie de la Covid-19 et tout ce qu'elle a entraîné, n'a pas empêché le CVASM de maintenir les services qu'il offre et de tenir les employées très occupées. Nous soulignons quelques activités et projets particuliers de la dernière année. Avant la fin de l'automne 2020, le nouveau nom de la Ligne-ressource provinciale pour les victimes d'agression sexuelle a été choisi, Info-aide violence sexuelle – Sexual Violence Helpline. Cette nouvelle appellation sera utilisée dans le présent rapport. À la fin du mois de décembre, une surprise, l'annonce d'une augmentation importante et récurrente de la subvention du PSOC. La fin des travaux du comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale dont la Directrice générale était membre et pour lequel il y a eu un investissement en temps important pour le CVASM. Le dépôt du rapport « Rebâtir la confiance » qui a résulté de ces travaux. La participation d'Info-aide violence sexuelle dans le nouveau programme de la Ligne d'Aide Financière d'Urgence (LAFU) en collaboration avec le ministère de la Justice et SOS violence conjugale. La mise en ligne de la formation sur l'intervention médicosociale auprès des victimes d'agression sexuelle en centre désigné par le Service-conseil aux centres désignés pour l'intervention médicosociale auprès des victimes d'agression sexuelle. Le défi de trouver et d'acheter, en pleine pandémie, un nouveau et 3^e réfrigérateur pour l'entreposage des troussees médicolégales.

Le CVASM n'est rien sans son équipe de travail ! Le CVASM continue d'avoir beaucoup de chance, car il est entouré d'une équipe de travail absolument extraordinaire. Malgré le fait que nous avons à composer avec une réalité quotidienne liée aux violences sexuelles, nous arrivons au sein de l'équipe à rire et à s'entraider. Nous tenons à remercier sincèrement chaque membre de l'équipe. Nous souhaitons souligner votre rendement quotidien, votre générosité et votre engagement auprès du CVASM, de sa clientèle et de la cause qui nous tient à cœur.

Merci et au revoir à celles qui nous ont quittées de façon permanente ou temporaire et bienvenue à celles qui sont de retour ou qui se sont jointes au CVASM pour la première fois.

Comme par le passé et tout spécialement durant cette dernière année, nous tenons à remercier la direction générale et tous les employés du CLSC Métro, CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal qui continuent de nous offrir leur soutien concret et moral. À la direction générale et aux employés de l'Hôpital Général de Montréal, spécialement ceux à la salle d'urgence, merci pour votre collaboration et votre soutien.

Nous tenons aussi à remercier toutes les membres de notre conseil d'administration qui ont continué d'être fidèles au poste en offrant soutien, encouragement et conseils. Pendant cette dernière année les membres ont travaillé assidument à la rédaction des conditions de travail des employées et à l'établissement d'ajustements salariaux.

La prochaine année d'opération, soit **2021-2022** du CVASM est déjà bien amorcée. Nous avons de nouveaux projets à réaliser, des défis importants à surmonter, divers ajustements à mettre en place. Nous devons en plus gérer notre mission quotidienne à travers cette nouvelle réalité apportée par la pandémie Covid-19. Bien qu'il soit agréable de revoir nos collègues employées dans les bureaux du CVASM, dans les prochains mois nous devons déterminer la suite des choses en regard du travail à distance, du retour au travail ou d'un partage des deux modes de travail. C'est l'état de la pandémie qui dirigera nos décisions et le cas échéant des mesures pour protéger la santé et la sécurité des employées mais aussi de notre clientèle seront prises.

Nous espérons que cette prochaine année poursuivra sa tangente positive.



Esthel Gravel, Avocate
Présidente
du conseil d'administration



Deborah A. Trent, T.S
Directrice Générale du CVASM

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Esthel Gravel	Présidente
Barbara Disenza	Vice-Présidente
Deborah Trent	Secrétaire
Andrea Wolff	Administrateur
Rosalie Kott	Administrateur
Ghislaine Larrivée	Administrateur
Danielle Schepper	Administrateur

COMITÉ DES FEMMES ACTIVES DE MONTRÉAL

Anne-Marie Aiello	Rosalie Kott
Evelyne Brook	Ghislaine Larrivée
Micheline Cyr	Isabelle Richer
Barbara Disenza	Deborah Trent
Francine Gauthier	Andrea Wolff
Esthel Gravel	Julie Veilleux
Cheryl Jacobson	Danielle Schepper

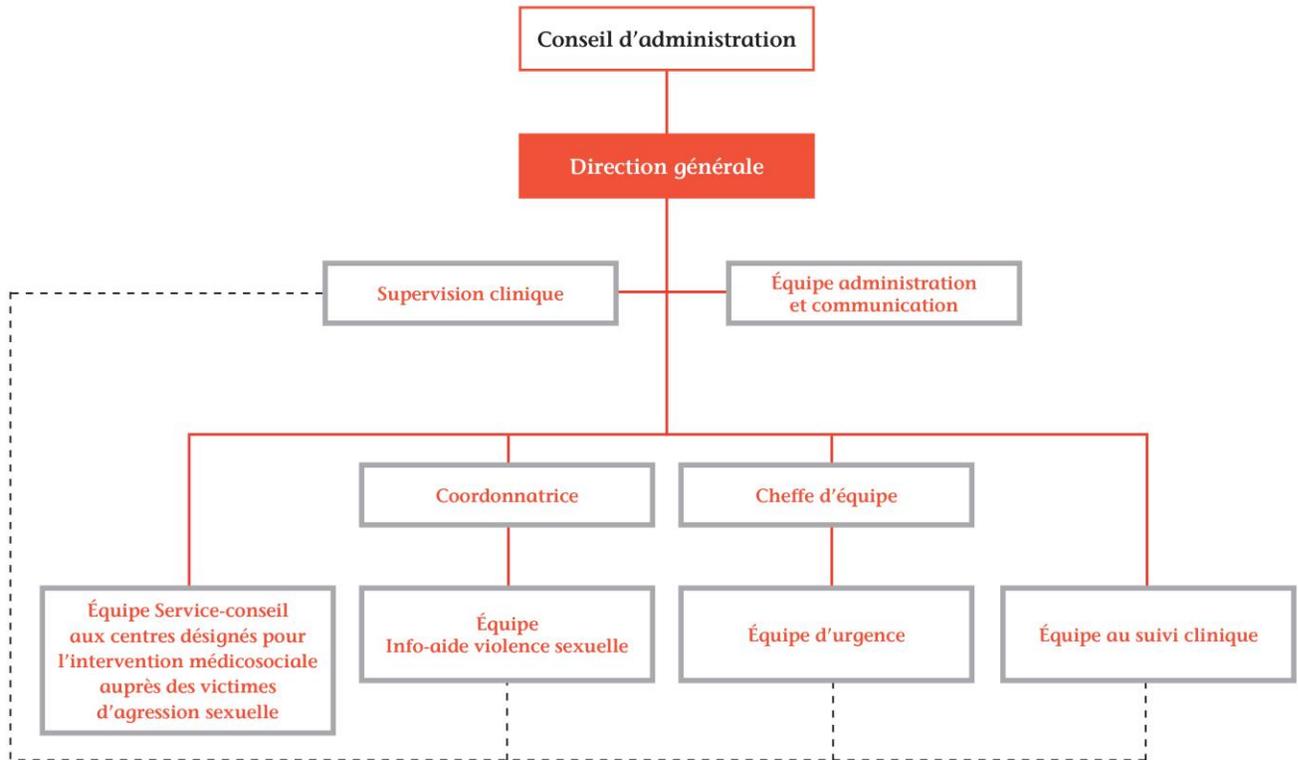
EMPLOYÉES

Despina Artenie	Intervenante d'urgence sur appel
Gabrielle Arthurs	Coordonnatrice, volet intervention médicosociale, Service-conseil aux centres désignés pour l'intervention médicosociale auprès des victimes d'agression sexuelle
Jade Beaudoin	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle et intervenante d'urgence et sur appel.
Jessica Cantin-Nantel	Coordonnatrice, volet gestion de projet, Service-conseil aux centres désignés pour l'intervention médicosociale auprès des victimes d'agression sexuelle
Malorie Comtois	Intervenante d'urgence de jour et sur appel
Manon Crête	Adjointe administrative, volet ressources humaines
Céline Deville	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Pawandip Dhillon	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Catherine Duhaime	Intervenante au suivi clinique
Marie-Christine Drouin	Intervenante au suivi clinique et intervenante d'urgence sur appel
Jeanne Élie	Intervenante d'urgence de jour et sur appel
Hany Elmi	Intervenante d'urgence de jour et sur appel
Naila El-Tahry	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Florence Ferron-Desautels	Intervenante d'urgence sur appel
Mylène Filiatreault	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Camille Fontaine	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Alexandra Floyd	Intervenante téléphonique et agente de projet à Info-aide violence sexuelle
Mylène Gauthier	Coordonnatrice d'Info-aide violence sexuelle
Mélina Gilbert	Intervenante d'urgence de jour et sur appel
Valérie Hémond-Dussault	Intervenante d'urgence sur appel
Romina Hernandez	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Anab Ibrahim	Coordonnatrice, volet communication, Service conseil aux centres désignés pour l'intervention médicosociale auprès des victimes d'agression sexuelle
Dahlia Jiwan	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Maryfée Jeannotte	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Coralie Labelle	Intervenante d'urgence de jour et sur appel
Jade Lagacé	Intervenante téléphonique et coordonnatrice-adjointe d'Info-aide violence sexuelle
Ariane Lalonde	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Christina Massaro	Intervenante d'urgence de jour et sur appel
Elka Lau-Min	Intervenante téléphonique et agente de projet à Info-aide violence sexuelle
Andréane Lessard-Allard	Intervenante d'urgence sur appel et Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Charlotte Lopez	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Nasthazia L'Heureux	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Alexandra Mackay	Intervenante d'urgence sur appel
Arielle Marchand-Potvin	Intervenante d'urgence sur appel
Edith Marmet	Intervenante au suivi clinique
Roberta McLaren	Cheffe de l'équipe d'urgence
Carine Nyiransengiyumva	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Camille Pitre	Intervenante d'urgence de jour et sur appel
Jessica Rona-Hartzog	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Alicia Roy-Binette	Intervenante d'urgence de jour et sur appel
Laure Sabatier	Agente de communication
Cynthia Sanon	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Marie-Ève Simard	Intervenante d'urgence sur appel
Angélique St-Pierre	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Deborah Trent	Directrice Générale
Janie Tougas-Laverdière	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Sarah Touloum	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Stéphanie Trottier	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Audrey-Anne Trudel	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Félix Valois	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle
Laurence Vanasse	Intervenante d'urgence de jour et sur appel
Laurette Wissler	Intervenante téléphonique à Info-aide violence sexuelle

STAGIAIRES : Pawan Dhillon, Takou Keita et Malorie Comtois

ORGANIGRAMME

ORGANIGRAMME CVASM



1. L'INTERVENTION DIRECTE AUPRÈS DE LA CLIENTÈLE

Comme par le passé, le CVASM a jugé prioritaire durant la dernière année d'opération de maintenir les services existants. L'intervention directe auprès de la clientèle, qui est le type d'activité privilégiée par le CVASM, se divise en deux sphères distinctes.

- Les services désignés pour l'intervention médicosociale en situation d'urgence et les suivis médicaux qui sont offerts en partenariat avec le Site Métro du CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal (CLSC) et l'Hôpital Général de Montréal du CUSM (HGM);
- Les suivis cliniques.

1.1 Le service désigné pour l'intervention médicosociale en situation d'urgence et les suivis médicaux

À la fin de la dernière année d'opération, **238** victimes ont été vues en urgence médicale, dont **117** à la salle d'urgence de l'Hôpital Général de Montréal et **121** au CLSC Métro. Le centre désigné a rencontré **11** victimes de moins que l'année précédente au courant de cette dernière année. Cette baisse est certainement attribuable à la réduction dans le nombre de victimes qui se sont présentées aux services d'urgences durant une année complète en pandémie Covid-19.

Encore une fois cette année nous notons qu'un nombre important de victimes qui réclament des services auprès du centre désigné sont âgées de **18 à 25 ans**, soit **44 %** et ensuite **18 %** pour les **26 à 30 ans**. **93 %** des victimes étaient des femmes tandis que **7 %** étaient des hommes. **34 %** des victimes étaient francophones tandis que **66 %** étaient anglophones. **82 %** des victimes ont été agressées sexuellement par des agresseurs connus tandis que **18 %** l'étaient par des agresseurs inconnus. Parmi les agresseurs connus, **40 %** étaient des connaissances ou ami et **10 %** le conjoint de la victime. En ce qui concerne le lieu de l'agression, **30 %** des victimes ont été agressées dans le domicile de l'agresseur tandis que **24 %** l'ont été à leur domicile. Les lieux publics extérieurs sont le 3^e lieu, à raison de **8 %**.

En ce qui concerne le délai entre la commission du crime et l'intervention d'urgence, **33 %** du total des victimes se présentent moins de 24 heures suivant l'agression sexuelle et **35 %** entre un et cinq jours. Tandis que **19 %** du total des victimes se sont présentées dans un délai de 6 à 30 jours. Le nombre total de victimes qui se sont présentées dans un délai de 1 à 5 jours équivaut à **68 %** des cas. Parmi les **78** personnes victimes qui se sont présentées dans un délai de moins de 24 heures, **53** d'elles ont été rencontrées à l'Hôpital Général de Montréal. Parmi celles qui se sont présentées au CLSC Métro, **25** victimes l'ont fait moins de 24 heures après la commission du crime.

En ce qui concerne le référencement, **23,95 %** des victimes ont été recommandées au centre désigné par les policiers, **25,63 %** par les intervenants du secteur public et **16,39 %** par Info-aide violence sexuelle.

Durant cette dernière année **122** troussees médicolégales et **62** troussees médicosociales sans prélèvements médicolégaux ont été complétées durant l'intervention médicosociale. Ceci correspond à **51 %** du nombre total d'interventions pour les troussees médicolégales et **26 %** pour les troussees médicosociales sans prélèvements médicolégaux.

Les intervenantes ont continué à noter, au courant de cette dernière année, un nombre important de dossiers de personnes qui présentaient des situations lourdes et complexes. Les victimes vivaient souvent de nombreuses autres difficultés que celles reliées aux conséquences d'une agression sexuelle, par exemple : santé mentale, idéation suicidaire, isolement social, trouble de stress post-traumatique aigu et parfois relié à des situations d'agression sexuelle chronique. Certaines de ces victimes vivant des situations complexes se sont présentées à plusieurs reprises au courant de l'année et ont nécessité des interventions médicosociales chaque fois. Au courant de cette dernière année les intervenantes ont noté un nombre important d'agressions sexuelles qui ont été commises dans un contexte de violence conjugale. Les mois du couvre-feu relié à la pandémie ont aussi amené diverses situations où la personne victime ne pouvait pas quitter le lieu où l'agression sexuelle avait été commise craignant une contravention. On peut aussi penser à des situations où l'agresseur ne le quittait pas non plus. Ces deux types de scénarios ont eu un impact important sur la sécurité de la victime.

Durant les premiers mois de la pandémie et encore au courant de cette dernière année plusieurs victimes ressentait un sentiment de honte accru ayant été agressée sexuellement lorsqu'elles avaient contrevenu aux consignes sanitaires et au couvre-feu. Certaines tardaient même à demander de l'aide craignant d'être jugées. Les données et les récits cliniques ont confirmé que le nombre de victimes qui se sont présentées après 5 jours était supérieur cette année soit **76** versus **61**.

Cette année nous avons encore eu à composer avec de multiples situations reliées aux personnes victimes qui avaient de la difficulté à accéder au système de la santé parce qu'elles n'avaient pas de cartes de RAMQ ni d'autres types d'assurance médicale. Plusieurs raisons expliquent cette situation, notamment que les victimes étaient sans statut, réfugiées, qu'elles étaient de passage au Québec et ne possédaient pas d'assurance médicale reconnue par les établissements du réseau de la santé. Parfois, elles ont des assurances, mais l'établissement réclame un paiement avant d'offrir les services. La victime peut faire une réclamation par la suite, mais ne dispose pas toujours de suffisamment de ressources financières sur-le-champ. Ayant eu à composer à multiples reprises avec ce type de situations difficiles, les intervenantes d'urgences ont cherché à développer de meilleures connaissances sur les recours et procédures à suivre pour aider la victime à recevoir les services et faciliter la rémunération du médecin ou les frais reliés à l'intervention médicosociale pour l'établissement de santé. Même si elles ont développé des outils de travail et de l'expertise pour les aider à affronter ces situations, il demeure qu'il s'agit de moments que les intervenantes appréhendent et qui génèrent énormément d'anxiété. Ce dossier est aussi prioritaire pour le Service-conseil aux centres désignés pour l'intervention médicosociale auprès des victimes d'agression sexuelle.

Cette année, les intervenantes d'urgence de jour ont continué d'offrir aux victimes un service de suivi psychosocial. À la suite du rendez-vous de suivi médical qui a généralement lieu deux semaines après l'intervention médicosociale initiale, l'intervenante d'urgence de jour propose une rencontre aux victimes pour faire le point sur leurs besoins ponctuels tels que l'impact psychologique, la question de porter plainte ou pas, la demande de prestations auprès de l'IVAC, l'accompagnement à la pharmacie pour faire remplir l'ordonnance de la prophylaxie du VIH et diverses demandes ponctuelles. **144** rencontres ont eu lieu et les bienfaits de cette intervention rapide continuent d'être manifestement ressentis. De plus, à la suite de cette première rencontre de suivi psychosocial, la victime peut maintenir un contact téléphonique avec l'intervenante d'urgence durant la période d'attente pour commencer le suivi clinique. Parfois, les victimes viennent rencontrer l'intervenante d'urgence plusieurs fois. Cette année, nous avons compté un total de **86** rendez-vous supplémentaires. Si, par exemple, la victime n'avait pas encore pris la décision de porter plainte, elle pouvait consacrer une première rencontre à la prise de décision et ensuite revenir pour rencontrer les policiers et déposer la plainte. Ou encore, remplir une demande de prestations auprès de l'IVAC, ou obtenir de l'aide pour organiser un déménagement, ou demander la résiliation de son bail. Au total, **230** rendez-vous de suivi ont été réalisés au courant de cette dernière année. Les mesures sanitaires reliées à la pandémie Covid-19 ont encouragé lorsque possible que ces rencontres soient offertes par téléphones au lieu d'en présentiel. Ainsi, il y a eu **160** rencontres par téléphone et **70** en personne. C'est également intéressant de noter que **97%** des **238** victimes rencontrées en urgence ont reçu un ou plusieurs rendez-vous de suivi médical et psychosocial de base. Il s'agit d'une augmentation **14 %** depuis l'année dernière.

Le nouveau poste de 21 heures par semaine a été maintenu au courant de cette dernière année. Une équipe d'intervenantes d'urgence de jour composée d'au moins cinq personnes demeurent essentielles pour assurer un meilleur fonctionnement. L'équipe a poursuivi sa réflexion sur son fonctionnement et la répartition des tâches de travail connexes, telle que la gestion de la liste d'attente, les trousseaux conservés au réfrigérateur, l'horaire de travail, la formation des nouvelles intervenantes et la compilation des statistiques.

Un nombre grandissant de trousseaux médicolégales devait être entreposé pour une plus longue période à exiger l'achat au courant du printemps 2021 d'un troisième réfrigérateur

1.2 Les suivis cliniques

Au cours de cette dernière année, les intervenantes au suivi clinique ont ouvert **63** nouveaux dossiers et elles ont offert un total de **754** rencontres en suivi clinique. À la fin de l'année, la période d'attente avait rejoint près de 14 mois. Les intervenantes au suivi clinique ont aussi remarqué avec justesse que plus longtemps une victime attend sur la liste, plus elle est difficile à rejoindre pour lui proposer le service.

Cette équipe a continué à offrir des services de suivi clinique aux proches, selon la demande. Ces personnes peuvent recevoir un maximum de trois rencontres. L'intervention se concentre sur la psychoéducation et permet aux proches de mieux comprendre l'impact du traumatisme sur les victimes. Souvent, les proches se remémorent une expérience de victimisation sexuelle qu'elles ont vécue dans le passé et qui peut freiner le soutien qu'elles sont en mesure d'offrir aux victimes. Dans ces cas, les intervenantes au suivi clinique peuvent aider les proches à trouver les ressources pour poursuivre leurs propres démarches thérapeutiques à l'extérieur du CVASM.

Tout au long de cette dernière année, pleine en pandémie Covid-19, les quatre intervenantes au suivi clinique ont continué à offrir leur service en étant en télétravail et exclusivement par téléphone. Les intervenantes avaient toutes choisi de ne pas proposer que l'intervention se fasse par vidéo. Différentes contraintes au niveau de l'utilisation du téléphone cellulaire ont été soulevées et des casques d'écoute plus confortables et performants ont été achetés pour chacune d'elles. Un nouveau service est envisagé qui permettrait aux intervenantes d'offrir leur rencontre de suivi clinique en se branchant avec un casque d'écoute directement à l'ordinateur. Ceci réduirait l'utilisation du cellulaire et améliorerait le volume du son pour les deux parties. Pour cette équipe, l'option de revenir en présentiel sera revue au courant de l'automne ainsi que l'utilisation du vidéo.

Au courant de cette dernière année, les intervenantes au suivi clinique ont continué à aider les victimes à compléter des formulaires tels que la demande de prestation pour l'IVAC ou à rédiger des lettres d'attestation ou encore à communiquer avec d'autres professionnelles. La réalisation de ces tâches n'a pas été facilitée par le télétravail ni la rédaction habituelle des dossiers cliniques.

Les intervenantes au suivi cliniques comme celles de l'équipe d'urgence ont toutes remarqué des conséquences spécifiques à la pandémie Covid-19 soulevées par les personnes rencontrées. De façon générale les symptômes d'anxiété sont plus élevés selon si la personne rencontrée est plus ou moins à l'aise avec le confinement. La réaction à la pandémie pouvait prendre beaucoup de place au sein des rencontres. Les intervenantes ont aussi noté qu'il y avait très peu d'absentéisme au niveau des rencontres hebdomadaires et de façon générale la clientèle appréciait de pouvoir bénéficier d'une oreille attentive sur une base régulière. La constance des rencontres apportait un répit durant une longue période d'isolement. De plus, le fait que les rencontres étaient uniquement offertes par téléphone permettait pour plusieurs une plus grande flexibilité au niveau du moment et du lieu des rencontres.

Au courant de cette dernière année les équipes d'urgence et de suivi clinique ont repris la tradition des rencontres conjointes. Généralement, la personne victime débutera son parcours au CVASM avec une intervention d'urgence et sera ensuite placée, si elle le souhaite, sur la liste d'attente. Plusieurs points et dossiers sont donc communs aux deux équipes. Un des impacts du télétravail a été de réduire les échanges réguliers et souvent informels entre les membres des deux équipes. Les deux équipes ont entamé une réflexion sur la création d'un dossier clinique informatisé. Plusieurs éléments ont enclenché cette discussion dont l'espace de plus en plus limitée pour ranger les dossiers, le souhait de réduire l'utilisation du papier, de développer une approche plus simple et efficace pour comptabiliser les données sur les services offerts. Des recherches préliminaires ont été effectuées sur les plateformes existantes et acceptées par les ordres professionnels en plus de dresser la liste de besoins des éléments devant se retrouver dans un dossier informatisé. Une rencontre a ensuite été organisée avec le développeur de la base de données et des fiches informatisées déjà utilisé par Info-aide violence sexuelle. Ce projet se poursuivra au courant de la prochaine année.

Le poste du superviseur clinique n'a pas été rempli au courant de cette dernière année. Ce besoin demeure toujours très pertinent. Les intervenantes ont continué à se soutenir et à s'entraider entre elles avec, au besoin l'apport de la directrice du CVASM.

Depuis l'été 2018, l'équipe de suivi clinique est composée de quatre intervenantes dont deux sont tributaires à une subvention accordée pour une période de trois ans. Au mois de décembre 2020, le CVASM a reçu une confirmation que le financement relié au maintien des deux postes serait reconduit et de façon récurrente. Inutile de souligner que toutes les parties étaient très contentes et soulagées. L'apport de ces deux intervenantes au niveau de l'amélioration de l'offre de service est irréfutable et permettra aussi d'assurer une stabilité et de continuer à développer l'expertise clinique. Nous savons que plus longtemps la personne victime attend, moins grandes sont les chances qu'elle soit intéressée et disposée de participer à un processus d'aide, lequel elle a droit. Lorsqu'elles ont débuté, la liste d'attente comptait **203** personnes avec une période d'attente la plus longue de **19** mois. En date du 31 août 2020, il y avait **177** personnes sur la liste d'attente et la période d'attente avait été réduite à **14** mois. Il y a en effet eu une augmentation du nombre de personnes en attente depuis l'année précédente. Ceci peut être expliqué par l'impact de la pandémie Covid-19 sur l'organisation des suivis en télétravail et aussi sur le fait que l'intervention téléphonique évitait un moins grand roulement au niveau des « caseload ». Mais cette situation demeure toujours insatisfaisante et il faut continuer à réfléchir aux meilleurs moyens pour réduire la période d'attente.

Comme par les années passées, le nombre d'interventions complétées, que ce soit en présentiel, par téléphone ou par courriel, le nombre de nouvelles victimes et la liste d'attente rappellent constamment au CVASM que l'intervention directe auprès des victimes d'agression sexuelle demeure son objectif premier et qu'il doit essayer à tout prix de trouver des moyens concrets et créatifs pour l'atteindre.

TABLEAUX DES STATISTIQUES

1. Les bénéficiaires

TYPE DE SERVICES	SEPT	OCT	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	TOTAL
SERVICE CLINIQUE	27	17	23	28	21	17	31	23	23	27	29	35	301
SERVICE À LA COMMUNAUTÉ	4		109					20					133
TOTAL	31	17	132	28	21	17	31	43	23	27	29	35	434

2. Les interventions

TYPE DE SERVICES	SEPT	OCT	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	TOTAL
SERVICE CLINIQUE	107	96	87	91	100	96	139	110	102	102	98	94	1222
SERVICE À LA COMMUNAUTÉ	1		3					1					5
TOTAL	108	96	90	91	100	96	139	111	102	102	98	94	1227

3. Nombre de nouveaux dossiers pour le suivi clinique ouverts par les intervenantes

TYPES DE VICTIMISATION	SEPT	OCT	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	TOTAL
AGRESSION SEXUELLE	3	4	11	7	7	2	7	2	2	6	6	6	63
TOTAL	3	4	11	7	7	2	7	2	2	6	6	6	63

4. Services cliniques

PROFESSIONNELLES	INTERVENTION INDIVIDUELLE		PROBLÉMATIQUE			NATURE DE L'INTERVENTION					
	Survivantes Victimes récentes	Proches	Agression sexuelle	inceste + abus sexuel	Ag.sex.+ inc./abus	Urgence médicale	Urgence psychosociale	Rencontres de suivi psychosociale	Suivi clinique	Accompagnement à la cour	
						Site Métro	HGM				
INTERVENANTES	1220	2	1222			121	117		230	754	
STAGIAIRES + PROJETS PONCTUELS											
SOUS-TOTAL	1220	2	1222	0	0	121	117	0	230	754	0
Total des interventions cliniques : victimes récentes / survivantes+proches =		1222									

STATISTIQUES SUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE LE JOUR AU SITE MÉTRO, LE SOIR LA NUIT ET LA FIN DE SEMAINE À L'HÔPITAL GÉNÉRAL DE MONTRÉAL

1. Répartition des urgences par mois de jour au CLSC Métro

Mois	Nombre de cas le jour	Nombre de minutes d'intervention le jour par mois
Septembre	13	1970
Octobre	12	1955
Novembre	6	480
Décembre	12	1385
Janvier	7	1080
Février	6	880
Mars	13	1740
Avril	12	1800
Mai	11	1618
Juin	6	750
Juillet	9	1700
Août	14	2665
TOTAL	121	18023
Moyenne de minutes par intervention		148,95

5.1. Répartition des urgences selon les heures de la journée CLSC Métro

Heure où la victime s'est présentée au CLSC	Nombre de victimes
entre 9 h et 9 h 59	11
entre 10 h et 10 h 59	16
entre 11 h et 11 h 59	11
entre 12 h et 12 h 59	15
entre 13 h et 13 h 59	15
entre 14 h et 14 h 59	34
entre 15 h et 15 h 59	16
Entre 16 et 16 h 59	3
TOTAL	121

5.1.2. Répartition des urgences selon les jours semaine: CLSC Métro

Jour de semaine	Nombre de cas
Lundi	24
Mardi	30
Mercredi	29
Jeudi	20
Vendredi	18
TOTAL	121

5.1.3. Répartition des urgences par mois le soir, la nuit et la fin de semaine à l'Hôpital Général de Montréal

Mois	Nombre de cas soir, nuit et fin de semaine	Nombre total de minutes par intervention
Septembre	11	3706
Octobre	1	820
Novembre	6	1574
Décembre	9	3287
Janvier	7	2526
Février	9	2812
Mars	11	3629
Avril	9	3534
Mai	10	3348
Juin	15	4581
Juillet	14	4729
Août	15	4622
Total	117	39168
Nombre moyen de minutes d'intervention par cas		334,77

5.1.4. Répartition des urgences selon les jours de la semaine de soir, nuit et fin de semaine à l'Hôpital Général de Montréal

Jours	Nombre de cas soir, nuit et fin de semaine
Lundi	16
Mardi	15
Mercredi	17
Jeudi	11
Vendredi	10
Samedi	26
Dimanche	22
Total	117
<hr/>	
Lundi 17 h au jeudi 23 h 59	59
vendredi minuit au lundi 8 h	58
TOTAL	117

5.2. Délai entre l'agression sexuelle et l'intervention d'urgence

Délai	Nombre de cas le jour		Nombre de cas soir, nuit et fin de semaine		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Moins de 24 heures	25	21%	53	45%	78	33%
De 1 à 5 jours	37	31%	47	40%	84	35%
de 6 jours à 30 jours	30	25%	15	13%	45	19%
de 1 mois à 6 mois	16	13%	2	2%	18	8%
plus de 6 mois	13	11%	0	0%	13	5%
Total	121	100%	117	100%	238	100%

6. Âge de la victime

Âge de la victime	Nombre de cas le jour	%	Nombre de cas soir, nuit et fin de semaine	%	Nombre de cas jour, soir, nuit et fin de semaine	%
- de 18	2	2%	1	1%	3	1%
18-25 ans	52	43%	52	44%	104	44%
26-30 ans	23	19%	21	18%	44	18%
31-35 ans	13	11%	19	16%	32	13%
36-40 ans	13	11%	9	8%	22	9%
41-45 ans	6	5%	6	5%	12	5%
46-50 ans	6	5%	2	2%	8	3%
51-55 ans	6	5%	2	2%	8	3%
56-60 ans	0	0%	2	2%	2	1%
61-65 ans	0	0%	0	0%	0	0%
66 et plus	0	0%	3	3%	3	1%
TOTAL	121	100%	117	100%	238	100%

7. Sexe de la victime

SEXE	Nombre de cas le jour	%	Nombre de cas soir, nuit et fin de semaine	%	Nombre de cas jour, soir, nuit et fin de semaine	%
FEMME	114	94%	108	92%	222	93%
HOMME	7	6%	9	8%	16	7%
TOTAL	121	100%	117	100%	238	100%

8. Langue de la victime

LANGUE	Nombre de cas le jour	%	Nombre de cas soir, nuit et fin de semaine	%	Nombre de cas jour, soir, nuit et fin de semaine	%
FRANÇAIS	62	51%	20	17%	82	34%
ANGLAIS	59	49%	97	83%	156	66%
AUTRE	0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL	121	100%	117	100%	238	100%

9. Possibilité d'intoxication involontaire

	Nombre de cas le jour	%	Nombre de cas soir, nuit et fin de semaine	%	Nombre de cas jour, soir, nuit et fin de semaine	%
Non	29	24%	49	42%	78	33%
Oui	92	76%	68	58%	160	67%
TOTAL	121	100%	117	100%	238	100%

10. Nombre d'agresseurs

Nombre d'agresseur	Nombre de cas le jour	%	Nombre de cas soir, nuit et fin de semaine	%	Nombre de cas jour, soir, nuit et fin de semaine	%
Un	98	81%	88	75%	186	78%
plus d'un	15	12%	19	16%	34	14%
Donnée inconnue de la victime	8	7%	10	9%	18	8%
TOTAL	121	100%	117	100%	238	100%

11. Lieu de l'agression

Lieu de l'agression	Nombre de cas le jour	%	Nombre de cas soir, nuit et fin de semaine	%	Nombre de cas jour, soir, nuit et fin de semaine	%
Domicile de l'agresseur	33	27%	39	33%	72	30%
Domicile de la victime	31	26%	27	23%	58	24%
Domicile commun de l'agresseur et de la victime	4	3%	1	1%	5	2%
Domicile d'une tierce personne	3	2%	11	9%	14	6%
Bureau professionnel	0	0%	0	0%	0	0%
Centre d'hébergement	1	1%	0	0%	1	0%
Centre hospitalier / clinique	1	1%	4	3%	5	2%
Chambre d'hôtel	9	7%	4	3%	13	5%
Extérieur du pays	1	1%	1	1%	2	1%
Voiture de l'agresseur de la victime ou	8	7%	5	4%	13	5%
Bar / restaurant	0	0%	0	0%	0	0%
Lieux publics extérieurs	11	9%	8	7%	19	8%
Lieux publics intérieurs	1	1%	2	2%	3	1%
Données inconnues de la victime	15	12%	11	9%	26	11%
Autre	3	2%	4	3%	7	3%
TOTAL	121	100%	117	100%	238	100%

12. Lien entre la victime et l'agresseur

Lien entre la victime et l'agresseur	Nombre de cas le jour	%	Nombre de cas soir, nuit et fin de semaine	%	Nombre de cas jour, soir, nuit et fin de semaine	%
Total inconnus :	20	17%	22	19%	42	18%
Total connus :	101	83%	95	81%	196	82%
Connaissance et ami	51	42%	58	50%	109	46%
Ex-conjoint	12	10%	3	3%	15	6%
Conjoint	11	9%	12	10%	23	10%
Membre de la famille	6	5%	3	3%	9	4%
Collègue de travail	5	4%	4	3%	9	4%
Employeur	1	1%	1	1%	2	1%
Professionnel santé	1	1%	0	0%	1	0%
rencontré le même jour	6	5%	3	3%	9	4%
rencontre réseaux sociaux	8		11		19	
Inconnu	20	17%	22	19%	42	18%
donnée inconnue	20	17%	22	19%	42	18%
Total inconnus et connus:	121	100%	117	100%	238	100%

13. Sources de références

SOURCES DE RÉFÉRENCES	TOTAL	%
Corps Policier	57	23,95%
Intervenante secteur privé (thérapeute, sexologue, etc.)	5	2,10%
Intervenante secteur public (Centre désignés, CLSC, hôpitaux etc.)	61	25,63%
CAVAC	3	1,26%
CALACS	0	0,00%
Ligne-provinciale pour les victimes d'agression sexuelle	39	16,39%
Lignes d'écoute (811,911, Tel Jeune)	3	1,26%
Institution Scolaire	9	3,78%
Centre désignés pour les victimes d'agression sexuelle Ile de Montréal	0	0,00%
La victime elle-même	13	5,46%
Proche (famille, conjoint, amie, connaissance)	18	7,56%
Site internet	8	3,36%
Organisation communautaire	11	4,62%
Inconnu	3	1,26%
Autre	8	3,36%
TOTAL	238	100%

14. Nombre de trousse médicolégaux et médicosociaux sans prélèvements médicolégaux complétées durant l'intervention médicolégaux au CLSC Métro et à l'hôpital général de Montréal

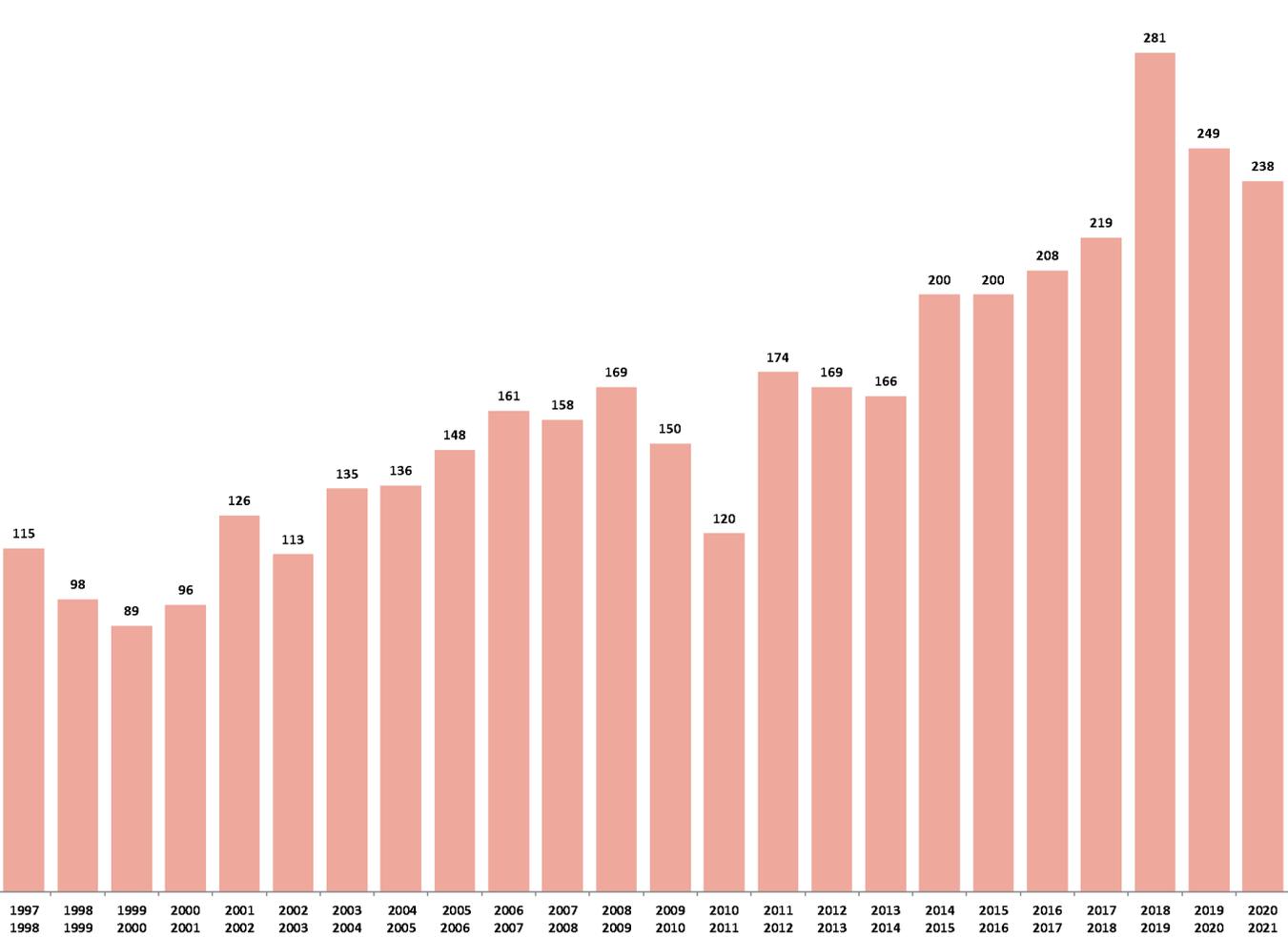
Au courant de l'année 2020 et 2021, 238 victimes ont été rencontrées

Trousse médicolégaux				Trousse médicosociaux				TOTAL trousse médicolégaux		TOTAL trousse médicosociaux	
CLSC Métro	% de 121 cas	HGM	% de 117 cas	CLSC Métro	% de 121 cas	HGM	% de 117 cas	CLSC Métro et HGM	% de 238 cas	CLSC Métro et HGM	% de 238 cas
47	39%	75	64%	39	32%	23	20%	122	51%	62	26%

15. Rendez-vous de suivi médical et psychosocial

MOTIFS	SUIVI 1	SUIVI 2	SUIVI 3	SUIVI 4	TOTAL
SUIVI MÉDICAL ET PSYCHOSOCIAL DE BASE	92	13	18	1	124
SOUTIEN POUR COMPLÉTER DEMANDE IVAC	20	24	8	2	54
SOUTIEN PSYCHOSOCIAL	2	3	1		6
SOUTIEN POUR LETTRE D'ATTESTATION			1		1
SOUTIEN POUR DÉNONCIATION À LA POLICE ET SUIVI DES TROUSSES	11	4	3	1	19
DÉPISTAGE ITS ET VACCINS	18	7			25
SOUTIEN POUR TROUVER UN HÉBERGEMENT	1				1
TOTAL:	144	51	31	4	230

16. Statistiques comparatives de plusieurs années du nombre de cas



2. INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE

Au cours de la dernière année d'opération, Info-aide violence sexuelle a terminé sa dixième année d'opération. En 2020-2021, les intervenantes ont répondu à **9329** appels soit une moyenne de **777, 41** appels par mois et de **25,55** appels par jour. Parmi tous ces appels, il y a eu **595** appels raccrochés, silencieux et obscènes ainsi que de faux numéros. Info-aide violence sexuelle peut dire qu'il y a eu **8 734** interventions réalisées.

Le CVASM est conscient, compte tenu de la spécificité d'Info-aide violence sexuelle que plusieurs victimes tentent à maintes reprises d'appeler avant d'avoir le courage de parler. D'ailleurs, les **502** appels silencieux et raccrochés reçus au cours de la dernière année semblent confirmer cette hypothèse. Les appels obscènes constituent également une réalité sur toutes les lignes téléphoniques et encore davantage pour une ligne s'adressant aux victimes d'agression sexuelle. L'équipe d'Info-aide violence sexuelle considère donc qu'il est pertinent de continuer à comptabiliser tous les appels reçus tout en effectuant une distinction entre les appels reçus et les interventions réalisées. Par conséquent, les données qui suivent dans ce rapport font référence, à moins d'avis contraire, aux nombres d'interventions réalisées. Une intervention se veut une interaction entre l'intervenante téléphonique et l'appelant-e.

De façon générale, Info-aide violence sexuelle a répondu à un plus grand nombre d'appels et réalisé **598** interventions téléphoniques de plus. Le tableau 7, type d'appelant, démontre une augmentation des interventions réalisées auprès de victimes ayant vécu une agression sexuelle au cours des 5 derniers jours ou depuis moins d'une année. On constate donc une augmentation de **34,6%** des appels de victimes récentes ayant vécu une agression depuis moins d'une année.

Comme à l'habitude, Info-aide violence sexuelle reçoit des appels de personnes qui lui ont été recommandées par une diversité de moyens. Le tableau 5 illustre qu'internet et les réseaux sociaux constituent pour les appelantes et les appelants le meilleur moyen d'obtenir le numéro de téléphone d'Info-aide violence sexuelle. D'ailleurs, **1490** personnes soit **17 %** ont obtenu le numéro par ce moyen et 33 appelant-e-s ont obtenu le numéro à travers les réseaux sociaux.

2.1 Portrait des appelantes et appelants

La majorité des interventions soit **83,80 %** se sont déroulées en français et **16,20%** en anglais. **16,93%** des appelants sont des hommes et **81,81 %** des appelantes sont des femmes. **16,89 %** des appelants sont des hommes, **81,81%** des femmes. **1,26%** ont nommé appartenir à une minorité de genres. Bien que la majorité des appelantes et appelants soient des adultes, Info-aide violence sexuelle reçoit tout de même un nombre important d'appels concernant une personne mineure et les intervenantes répondent régulièrement à des questions concernant le signalement à la DPJ.

La majorité des appels provient de la région de Montréal, soit **37,37 %** Info-aide violence sexuelle reçoit des appels de toutes les régions au Québec. La Montérégie avec **18,47 %** des appels se situe au 2^e rang. Au courant de la dernière année, des appels ont été reçus de presque toutes les régions du Québec excepté des Terres-Cries-de-la-Baie-James. On constate une légère augmentation du nombre d'appels dans 9 des 19 régions représentées au tableau 6.

En 2020-2021, la majorité des personnes soit **59,46 %** ont exprimé que l'écoute était leur principal besoin. Le besoin d'écoute semble avoir été exacerbé par la pandémie qui a contribué à augmenter l'isolement de plusieurs victimes. De plus, le sentiment de culpabilité de certaines victimes qui ont été agressées dans un contexte où elles n'ont pas respecté le couvre-feu a été amplifié et elles ont perçu du jugement de la part de leurs proches. Elles se sont donc tournées vers les services d'écoute d'info-aide violence sexuelle pour recevoir du soutien. Au courant de cette année, les intervenantes ont également dirigé les appelantes et appelants vers **8 311 ressources** dont **40** fois vers un site internet et **70** fois, un livre.

Comme chaque année, l'équipe d'Info-aide violence sexuelle a dû répondre à des questions variées et accompagner les victimes dans leur recherche de ressource d'aide. Comme l'an dernier, il a été constaté que l'accès aux services en centre désigné est limité pour les victimes sans carte du Régime d'assurance maladie du Québec (RAMQ) ni à des assurances privées. Ces difficultés ont été plus présentes étant donné le manque de ressources humaines formées et disponibles dans le réseau de la santé. Il semble que le nombre de victimes d'une agression sexuelle facilitée par la drogue ou l'alcool ait augmenté. Il s'agit d'un enjeu qui a été discuté à plusieurs reprises en réunion.

2.2 Équipe d'Info-aide violence sexuelle, encadrement des intervenantes téléphoniques et formation continue

À la fin de cette dernière année d'opération, l'équipe d'Info-aide violence sexuelle est composée de **19** intervenantes, dont **10** ayant été engagées au cours de 2020-2021. L'équipe compte également une coordonnatrice, une coordonnatrice adjointe, une agente de communication, une agente de projet en exploitation sexuelle et une nouvelle agente de projet pour le programme d'Aide financière d'urgence qui a été créé à l'été 2021.

À l'automne 2020, le CVASM a été sollicité par le ministère de la Justice pour collaborer à l'élaboration du nouveau programme d'aide financière d'urgence. Il s'agit d'un programme d'aide financière en situation d'urgence pour les victimes de violence conjugale et de violence sexuelle qui permettra à certaines personnes victimes de violence de quitter un lieu ou une situation où leur vie ou leur sécurité sont compromises. Ce programme est mis en œuvre avec la collaboration d'Info-aide violence sexuelle et de SOS violence conjugale. Au courant de l'été un processus de réflexion avec l'aide de la nouvelle agente de projet a été entamé pour bien cerner comment ce nouveau programme pourrait bien répondre aux besoins des victimes de violence sexuelle. Les travaux sur l'intégration de ce nouveau programme dans le fonctionnement quotidien d'Info-aide violence sexuelle ont aussi été entamés.

2.3 Liste des activités de formation continue au cours de l'année 2020-2021

Les intervenantes téléphoniques d'Info-aide violence sexuelle et des membres des équipes du CVASM ont participé à plusieurs activités de formation.

Tableau des activités de formation continue du 1^{er} septembre 2020 au 31 août 2021

DATE	FORMATION
24 septembre 2020	Conférence en ligne Accès à la justice et violences à caractère sexuel , Chaire de recherche sur les violences sexistes et sexuelles en enseignement supérieur et Juripop
24 septembre 2020	Formation en ligne Une avenue prometteuse pour les femmes en sortie de prostitution dans la ville de Québec , La Maison Marthe.
30 septembre 2020	Formation en ligne du Programme Lueur , Nathalie Khlát, Phare des Affranchies
Septembre 2020	Formation en ligne Attachement et trauma : un lien sous-estimé à exploiter en intervention , Action ontarienne contre la violence faite aux femmes (AOcVF)
16 octobre 2020	Formation en ligne Des dénonciations en ligne à l'intervention : racisme et intersectionnalité par la chaire de recherche sur les violences sexistes et sexuelles en enseignement supérieur , Kharoll-Ann Souffrant et Tarah Paul, CALACS-de-l'Ouest-de-l'Île
20 octobre 2020	Formation en ligne La loi et les procédures judiciaires en matière de crimes sexuels , Me Carolyne Paquin, procureure aux poursuites criminelles et pénales.
21 octobre 2020	Webinaire, La honte : mieux la comprendre pour mieux intervenir dans un contexte de trauma , AOcVF
29 octobre 2020	Formation en ligne Diversité sexuelle et de genre et violences dans le milieu de l'enseignement supérieur , Geneviève Paquette, professeure titulaire au département de psychoéducation à l'Université de Sherbrooke
4 novembre 2020	Formation en ligne Les relations saines et égalitaires , Isabelle Arcoite, sexologue et fondatrice de <i>On SEXplique ça</i>
12 novembre 2020	Formation en ligne Mineures exploitées sexuellement: Prise en charge thérapeutique au CISSS de Laval , Mélissa Denis sexologue, et Shirley-Ann Savard, travailleuse sociale.
19 novembre 2020	Formation en ligne Comprendre et contrer les multiples formes de violences à caractère sexuel vécues dans un contexte d'enseignement supérieur , Sandrine Ricci, candidate au doctorat en sociologie et chargée de cours à l'UQAM.
26 novembre 2020	Formation en ligne du DPCP – Le Comité de concertation en matière de lutte à l'exploitation sexuelle des enfants sur internet (Comité ESEI)
27 novembre 2020	Formation en ligne Les expériences de justice réparatrice des personnes victimes de violence sexuelle , Centre international de Criminologie comparée (CICC)
10 décembre 2020	Formation en ligne – La notion de consentement à l'égard des infractions d'ordre sexuel , Me Éliane Beaulieu, procureure aux poursuites criminelles et pénales.
16 décembre 2020	Formation en ligne IVAC, Hajavola Andriambinintsoa, Direction de l'indemnisation des victimes d'acte criminel.
13 janvier 2021	Formation en ligne, Accompagnement socio-judiciaire et perspectives migratoires , Pénélope Roussel, Éducaloi, Me Arij Riahi (Juripop) et Vicky Zois (MCVI).
20 janvier 2021	Formation en ligne Société québécoise de la schizophrénie , par Christiane Yelle, SQS
27 janvier 2021	Formation en ligne Les femmes migrantes et la traite des êtres humains : introduction critique selon une approche féministe et basée sur les droits , Leah Evangelista Woolner (MCVI).
1 ^{er} février 2021	Formation en ligne Les agressions vécues par des hommes , SHASE.
17 mars 2021	Formation en ligne Présentation du projet de groupes pour parents de victimes d'exploitation sexuelle , Marc-André Bonneau (CAVAC).
19 mai 2021	Formation en ligne du Programme Lueur , Nathalie Khlát, Phare des Affranchies.
27 mai et 2 juin 2021	Formation en ligne Exploitation sexuelle , Elka Lau Ming, CVASM.
14 juillet 2021	Formation en ligne La recherche d'informations juridique : Canlii et Plumitifs , Me Rosalie Duval, Bureau d'aide juridique de Longueuil.
24 août 2021	Formation en ligne Services et cas cliniques , Martin Nevares, SHASE.

2.4 LA PROMOTION

Afin d'augmenter la notoriété de *la ligne-ressource provinciale* auprès d'un public général, l'agente de communication a continué l'élaboration de sa nouvelle marque. En attendant le lancement de cette marque, l'agente de communications a promu *la ligne-ressource* par les canaux du CVASM. Pour en savoir plus sur ces derniers, voir la section « 8. LES COMMUNICATIONS DU CVASM ».

L'élaboration de la nouvelle marque de la *ligne-ressource* avait commencé l'année précédente. Les travaux passés avaient permis de déterminer les piliers de cette marque—expertise, accueil, soulagement, mémorable, constant—et le nouveau nom—Info-aide violence sexuelle en français et *Sexual Violence Helpline* en anglais—ainsi que les prochaines étapes du projet.

Après avoir lancé un appel d'offres à quelques agences créatives et analysé leurs propositions, nous avons confié la marque d'Info-aide violence sexuelle à l'agence Cible Solutions. Suite à notre demande, Cible Solutions a créé deux identités de marque distinctes pour que nous puissions choisir. Chaque identité comprenait un logo, tout un univers graphique et un énoncé de positionnement. Après consultations des employées du CVASM et du conseil d'administration, et quelques ajustements par l'agence, nous avons adopté l'identité présentée ci-dessous. Les parenthèses et la dualité de la couleur et de la typographie montre la pause entre la victime et l'intervenante. L'énoncé « la source des ressources » témoigne que la ligne est un lieu unique pour se ressourcer et obtenir toute l'information dont une victime aurait besoin. À partir du choix final, Cible Solution a élaboré le nouveau signet de la ligne-ressource et un site web.



Avant même d'avoir conçu les logos, le nom Info-aide violence sexuelle était publiquement diffusé dans du rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes de violence sexuelle et conjugale, déposé en décembre 2020. Afin de sécuriser notre nouveau nom et éviter certaines confusions, nous avons créé un compte Facebook et Instagram, acheté des noms de domaine pour le site web et publié des publicités Google pour rediriger les recherches sur Info-aide violence sexuelle. Aucune promotion n'a été faite avec ces nouveaux outils au cours de l'année financière, car la marque d'Info-aide violence sexuelle n'était pas encore officielle.

Alors que Cible Solutions élaborait les outils de promotion de la ligne-ressource, l'agente de communication rédigeait le contenu du site web avec le grand soutien de la coordonnatrice de la ligne-ressource, d'intervenantes téléphoniques et d'intervenantes au suivi clinique. L'objectif du contenu du site web d'Info-aide violence sexuelle était de refléter le service téléphonique, soit informer sur la violence sexuelle et présenter le portait des ressources variées.

Lors de cette année financière, Cible Solutions avait également entamé la planification la campagne publicitaire et les opérations de relation presse pour annoncer la nouvelle marque du service. Le lancement de la nouvelle marque et de tous les outils de communications était prévu pour l'automne 2021.

TABLEAUX DES STATISTIQUES INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE

1. Nombre d'appels

Mois	Nombre d'appels	%
septembre 2020	640	7,33%
octobre 2020	713	8,16%
novembre 2020	668	7,65%
décembre 2020	661	7,57%
janvier 2021	745	8,53%
février 2021	674	7,72%
mars 2021	742	8,50%
avril 2021	759	8,69%
mai 2021	791	9,06%
juin 2021	772	8,84%
juillet 2021	815	9,33%
août 2021	754	8,63%
TOTAL:	8734	100%

2. Genre de l'appelante/appelant

	Nombre d'appels	%
Féminin	7145	81,81%
Masculin	1479	16,93%
Queer	24	0,27%
Non-binaire	54	0,62%
En questionnement	32	0,37%
TOTAL:	8734	100%

3. Âge de l'appelante/appelant

appelante/ appelant	Nombre d'appels	%
00 - 05 ans	0	0,00%
06 - 13 ans	16	0,18%
14 - 17 ans	101	1,16%
18 - 24 ans	728	8,34%
25 - 40 ans	2419	27,70%
41 – 64 ans	4291	49,13%
65 et plus	456	5,22%
Informations non disponibles	723	8,28%
TOTAL:	8734	100%

4. Langue de l'appelante/appelant

Langue	Nombre d'appels	%
français	7319	83,80%
anglais	1415	16,20%
TOTAL:	8734	100%

5. Sources de références vers la ligne- ressource

Source	Nombre d'appels	%
Autres organismes œuvrant auprès des victimes d'ag. sex.	132	1,51%
CALACS	306	3,50%
CAVAC	87	1,00%
Corps policier municipaux-SPVM-SQ-autochtones	74	0,85%
Elle-même	4287	49,08%
Famille, conjoint-e, ami-e, connaissance	151	1,73%
Intervenant du secteur privé (psychologue, travailleur social, sexologue, etc.)	160	1,83%
Intervenant du secteur public (Centre désigné, CLSC, DPJ, hôpitaux, etc.)	545	6,24%
IVAC	19	0,22%
Ligne d'écoute (SAM, Telaide, etc.)	211	2,42%
Médias, télé, radio, journaux	77	0,88%
Organismes communautaires	86	0,98%
Outils de promotion	49	0,56%
Sites internet	1457	16,68%
Réaction médias sociaux	33	0,38%
Informations non disponibles	1055	12,08%
Campagne SCF	0	0,00%
Ligne Relais-Construction	5	0,06%
TOTAL:	8734	100%

6. Provenance des appels

Région	Nombre d'appels	%
Abitibi-Témiscamingue	36	0,41%
Bas-Saint-Laurent	55	0,63%
Capitale-Nationale	531	6,08%
Centre-du-Québec	99	1,13%
Chaudière Appalaches	121	1,39%
Côte-Nord	41	0,47%
Estrie	451	5,16%
Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	29	0,33%
Lanaudière	600	6,87%
Laurentides	473	5,42%
Laval	159	1,82%
Mauricie	258	2,95%
Montérégie	1613	18,47%
Montréal	3264	37,37%
Nord-du-Québec	6	0,07%
Nunavik	5	0,06%
Outaouais	185	2,12%
Saguenay-Lac-Saint-Jean	129	1,48%
Terres-Cries-de-la-Baie-James	0	0,00%
Extérieur du Québec	171	1,96%
Informations non disponibles	508	5,82%
TOTAL:	8734	100%

7. Répartition des appels selon le type d'appelant

Type d'appelant	Nombre d'appels	%
Agresseur	23	0,26%
Intervenant secteur publique	534	6,11%
Intervenant secteur privé	39	0,45%
Média - journaliste	8	0,09%
Population générale	263	3,01%
Proche - parent- ami	748	8,56%
Survivant-e	1498	17,15%
Victimes (5 jours et moins)	416	4,76%
Victimes (12 mois et moins)	1693	19,38%
Victimes 1 à 5 ans	1291	14,78%
Victimes 5 ans et plus	1932	22,12%
Harcèlement sexuel au travail	24	0,27%
Informations non disponibles	265	3,03%
TOTAL:	8734	100%

8. Répartition des appels : les jours de la semaine

Jour	Nombre d'appels	%
dimanche	1096	12,55%
lundi	1392	15,94%
mardi	1331	15,24%
mercredi	1281	14,67%
jeudi	1291	14,78%
vendredi	1233	14,12%
samedi	1110	12,71%
TOTAL:	8 734	100%

9. Raison de l'appel

Motif de l'appel	Nombre d'appels	%
Écoute	5206	59,61%
information	1114	12,75%
référence	192	2,20%
Information et référence	2222	25,44%
TOTAL des interventions réalisées	8734	93,62%
Appels obscènes	50	0,54%
Appels raccrochés	252	2,70%
Appels silencieux	250	2,68%
Mauvais numéros	43	0,46%
TOTAL des appels retirés	595	6,38%
TOTAL des appels	9329	100%

10. Répartition des appels : période de la journée

Période	Nombre d'appel	%
1-Jour (8:00-16:00)	4196	48,04%
2-Soir (16:01-24:00)	3041	34,82%
3-Nuit (24:0 -7:59)	1497	17,14%
TOTAL:	8734	100%

3. SERVICE-CONSEIL PROVINCIAL AUX CENTRES DÉSIGNÉS POUR L'INTERVENTION MÉDICOSOCIALE AUPRÈS DES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE



Le Service-conseil a été officiellement lancé le 19 mai 2020. Tout au long de l'année, l'équipe a travaillé très fort pour répondre à son mandat qui est de soutenir les membres des équipes médicosociales (intervenantes et intervenants, infirmières et infirmiers, médecins) des centres désignés quant à leurs besoins cliniques, organisationnels et de formation.

Communication

Le lancement marquait la mise en ligne du site internet et jusqu'au 31 août 2021, 242 personnes se sont inscrites à l'espace membre, une plateforme dédiée aux membres des équipes médicosociales (intervenantes et intervenants, infirmières et infirmiers, médecins) pratiquant l'intervention médicosociale en centre désigné auprès des victimes d'agression sexuelle. La plateforme est aussi accessible aux gestionnaires des centres désignés et aux répondant(e)s régionaux du dossier agression sexuelle. Son objectif est d'assurer la formation continue, de donner accès à des outils de travail et de permettre un partage d'information et d'expertise entre les centres désignés.



Une infolettre est diffusée à tous les membres qui incluent des articles écrits par le Service-conseil sur des sujets pertinents (ex. *Dépôt du rapport des experts « Rebâtir la confiance »*, *Vague de dénonciation des violences sexuelles au Québec*). Elle inclut aussi un calendrier des formations disponibles, la promotion des projets du Service-conseil et une « chronique du pro » qui souligne le parcours et l'expertise d'un professionnel de l'intervention médicosociale. Trois infolettres ont été envoyées au cours de la dernière année d'opération.

Mise à jour des outils de l'intervention médicosociale

Le Comité des centres désignés a poursuivi la révision de la trousse médicolégale, de la trousse médicosociale sans les prélèvements et du Guide d'intervention médicosociale pour répondre aux besoins des victimes d'agression sexuelle. Une première version intégrale du nouveau Guide a été envoyée en juin 2021 à un comité de lecture provincial composé d'intervenantes psychosociales, d'infirmières, de médecins et de policiers afin d'avoir une rétroaction provenant d'un point de vue externe au Comité. Une seconde version intégrant la rétroaction du comité de lecture a été transmise au Comité des centres désignés en juillet 2021 pour révision.

Une ressource pour le personnel des centres désignés.

Une formation intérimaire sur l'intervention médicosociale en centre désigné auprès des victimes d'agression sexuelle a été créée pour pallier au besoin de formation pour tous les intervenants de la province. Sous forme de modules vidéo, elle couvre l'intervention médicosociale d'A à Z et peut durer de 3.5 à 7 heures en fonction des modules suivis et du travail effectué. En plus des modules vidéos, un manuel d'autoformation a été créé qui comprend des exercices pratiques, des tableaux, des rappels et des listes de contrôle. Cette formation provisoire restera à jour et disponible jusqu'au lancement des nouveaux outils en 2023 : trousse, formulaires, guide d'intervention et la nouvelle formation en ligne.

<https://service-conseil.thinkific.com/>



Plusieurs webinaires ont été offerts sur différentes thématiques en lien avec l'intervention médicosociale :

DATE	TITRE
15 sept. 2020	Encadrement légal des agressions à caractère sexuel, présenté par Éducaloi
13 oct. 2020	Les meilleures pratiques en intervention médicosociale : les délais
18 fév. 2021	Encadrement légal des agressions à caractère sexuel, présenté par Éducaloi
11 mars 2021	Les analyses biologiques et toxicologiques au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale dans les dossiers d'agression sexuelle, présentés par LSJML

L'équipe répond aussi aux nombreuses demandes, par téléphone ou par courriel, provenant des centres désignés partout dans la province et du réseau de la santé et des services sociaux. Cela mène à approfondir les questions qui sont soulevées ; tels que comment organiser les services en centres désignés et des questions plus spécifiques sur l'intervention médicosociale.

Voici quelques exemples de demandes :

- Quelles sont les trajectoires de service pour les victimes d'agression sexuelle dans leur région ?
- Révision du matériel de formation.
- L'organisation et le rôle des membres des équipes médicosociales.
- Comment réparer les erreurs reliées à la manière de prélever d'ADN et de remplir les formulaires des trousse.
- Diverses questions sur l'intervention auprès des enfants et sur le rôle du DPJ dans l'intervention médicosociale.
- Les délais pour les prélèvements et pour l'utilisation de la trousse.

L'équipe du Service-conseil

Au début de l'automne 2020, la coordonnatrice au volet communication a quitté le Service-conseil pour réaliser de nouveaux défis professionnels. Geneviève Brochu, membre de l'équipe initiale, a conduit le Service-conseil sur la place publique en s'attardant à tous les aspects visuels, communicationnels et promotionnels. Ces efforts ont été empreints de couleurs et de sa touche de finesse. Merci, Geneviève et bonne continuité.

Un processus de recrutement a été entamé au courant de l'automne 2020 et Anab Ibrahim a été embauchée à titre de coordonnatrice au volet communication. Elle a débuté en pleine pandémie le 14 décembre 2020.

L'équipe est aussi composée de Gabrielle Arthurs, Coordonnatrice au volet intervention médicosociale et Jessica Cantin-Nantel, Coordonnatrice au volet gestion de projet.

Supervision de stage

Le Service-conseil a accueilli une stagiaire à la maîtrise en Service social de l'Université de Montréal. Malorie Comtois a effectué son stage d'octobre 2020 jusqu'à la fin du mois d'avril 2021. Elle a été supervisée par deux des coordonnatrices de l'équipe, Jessica Cantin-Nantel et Gabrielle Arthurs. Des rencontres de supervision hebdomadaires ont eu lieu.

Le sujet du stage était d'évaluer les besoins des équipes médicosociales en centre désigné en lien avec la partie psychosociale de l'intervention médicosociale. Suite à ses recherches et une recension des besoins de formation en matière d'intervention psychosociale auprès des équipes d'intervention médicosociale en centres désignés, Malorie a développé une formation intitulée *L'approche sensible aux traumatismes : appliquée à l'intervention médicosociale*. L'équipe souhaite offrir cette formation à travers la province en 2022.

Commentaire obtenu dans un sondage de satisfaction :

“

Je continue à faire connaître la ligne ressource et le service conseil dans la Baie d'Ungava ! Merci d'être le service conseil des personnes ressource terrain ! C'est très apprécié.

”

4. STAGES DE FORMATION

Depuis sa création, le CVASM s'est engagé à recevoir des étudiantes stagiaires de divers programmes du niveau collégial et universitaire. Ces stagiaires contribuent au maintien des services permettant au CVASM de recevoir un plus grand nombre de victimes et de survivantes et survivants et parfois aussi de réaliser des projets ponctuels qui ne pourraient pas être complétés autrement. Selon le programme scolaire de chacune des stagiaires, elles sont assignées à différentes équipes, telles qu'Info-aide violence sexuelle. Ces bienfaits sont quand même exigeants pour le CVASM, car il ne faut pas négliger les heures de préparation, d'orientation et de supervision qui doivent être offertes aux stagiaires. Chacune d'elles reçoit un temps de supervision individuelle.

Durant l'année 2020-2021, le CVASM a accueilli trois stagiaires dont une en criminologie de l'Université de Montréal pour l'équipe d'Info-aide violence sexuelle ainsi qu'une stagiaire en soins infirmiers. Tandis que le Service-conseil aux centres désignés pour l'intervention médicosociale auprès des victimes d'agression sexuelle a encadré une stagiaire à la Maîtrise en Service social de l'Université de Montréal.

5. SENSIBILISATION

Au courant de cette dernière année le CVASM a répondu à cinq demandes de consultation et d'animation d'ateliers de sensibilisation en lien avec la violence sexuelle.

Soulignons que la présentation sur les services du CVASM est habituellement donnée quelques fois par année par une des intervenantes au suivi clinique en présentiel dans un cours au département de criminologie à l'Université de Montréal. Cette présentation a été enregistrée au mois de novembre 2020 afin que les étudiants puissent en bénéficier

L'équipe au suivi clinique a aussi organisé un échange virtuel avec Janette Bertrand en vue de l'élaboration de son deuxième roman sur l'agression sexuelle.

Le CVASM a aussi continué d'être sollicité par les médias à la suite de différents points d'actualité. Mains efforts sont toujours faits pour répondre le plus rapidement possible à ces requêtes.

6. LIENS AVEC LES AUTRES ORGANISMES ET RESSOURCES DU MILIEU

Le CVASM compte parmi ses activités la création de nombreux liens avec les autres organismes communautaires du réseau de la Santé et des Services sociaux et avec nos partenaires offrant des services aux victimes de violence sexuelle. Ces communications réciproques sont essentielles et permettent de bénéficier de nouvelles expertises, de créer des relations d'aide réciproques, d'encourager des échanges entre professionnels, collègues, consœurs et de partager de l'information. Le CVASM entretient toujours, une étroite collaboration avec trois organismes du milieu : Le CLSC Métro, l'Hôpital Général de Montréal, et l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes.

Avec les deux premiers, le CVASM peut assurer des services médicaux d'urgence et de suivi pour les victimes d'agression sexuelle 24 heures par jour, 7 jours par semaine, grâce aux médecins, infirmières et personnels de soutien qui travaillent au Site Métro et à la salle d'urgence de l'Hôpital Général de Montréal. Avec l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes, le CVASM a pu continuer d'approfondir ses liens privilégiés avec les différents partenaires qui travaillent aussi auprès des victimes d'acte criminel, dans le réseau sociojudiciaire. Par les actions de cette association provinciale, le CVASM a aussi pu assurer sa participation dans la lutte pour défendre les droits des victimes d'acte criminel. Au mois de juin 2017, la coordonnatrice de la ligne-ressource a été élue au conseil d'administration de l'AQPV et elle poursuit actuellement un 3^e mandat.

Le CVASM tient toujours à souligner l'implication importante qu'il continue d'avoir comme membre actif de la Table de concertation sur les agressions à caractère sexuel de Montréal. L'approfondissement continu des liens entre les différents membres de la table est un atout précieux pour le travail quotidien effectué

par le CVASM. Au courant de cette dernière année les réunions de la Table se sont poursuivies virtuellement avec certains ajustements.

Le CVASM tient aussi à souligner la poursuite de son travail de concertation en collaboration avec les autres centres d'aide pour victimes d'agression sexuelle à Montréal : Mouvement contre le viol et l'inceste, Trêve pour elles, le Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail, le Centre de prévention des agressions de Montréal et le CALACS de l'Ouest de l'Île. Les centres n'ont malheureusement pas pu se rencontrer formellement au courant de cette dernière année.

7. COMITÉS DE TRAVAIL

Au courant de la dernière année le CVASM a poursuivi sa participation au sein de divers comités de travail. Même si les restrictions sanitaires ont freiné les travaux de certains comités ainsi que le fonctionnement en présentiel, la plupart ont continué à être actives virtuellement.

- La directrice du CVASM représente le CVASM au sein de la Table de concertation sur les agressions à caractère sexuel de Montréal depuis maintenant **39** ans. Cette instance est un rassemblement régional d'organismes qui vise à promouvoir la cause des victimes d'agression à caractère sexuel. La Table est aussi un lieu qui permet aux organismes membres d'échanger et de se concerter. La Table organise régulièrement des activités de formation sur des sujets d'actualités. Depuis les **13** dernières années, la directrice du CVASM assume la présidence de la Table.
- La directrice du CVASM a également poursuivi son mandat comme porte-parole du Comité des centres désignés pour l'intervention médicosociale auprès des victimes d'agression sexuelle qui a été un sous-comité de la Table. Depuis l'implantation du Service-conseil aux centres désignés pour l'intervention médicosociale auprès des victimes d'agression sexuelle en 2020, le sous-comité y a été intégré aux projets. Au courant de cette dernière année, le comité a poursuivi son travail de mise à jour des outils qui sont utilisés lors de l'intervention médicosociale en centres désignés.
- Depuis le mois d'octobre 2015, la directrice du CVASM participe au Comité consultatif du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale et aussi à titre de présidente de la Table de concertation sur les agressions à caractère sexuel de Montréal.
- Depuis l'automne 2016, la coordonnatrice d'Info-aide violence sexuelle est membre de la Coalition québécoise contre la traite des personnes. Cette coalition regroupe des organismes publics, parapublics, communautaires et non-gouvernements qui travaillent auprès des personnes victimes ou à risque afin de prévenir la traite, de protéger les personnes victimes et de s'assurer d'offrir les services et le soutien adéquats.
- La coordonnatrice d'Info-aide violence sexuelle poursuit son implication au sein du comité violence envers les femmes dans le logement sur lequel siège différents organismes dont le CALACS du l'Ouest de l'île, la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, le FRAPRU et le RQOH.
- À la suite de l'enquête effectuée par The Globe and Mail en 2017 sur les dossiers d'agression sexuelle jugés non fondés par les corps policiers, le ministre de la Sécurité a mandaté la Sûreté du Québec de mettre en place un comité pour examiner le traitement des dossiers d'agression sexuelle qui sont enquêtés et qui sont non résolus. Le comité de Vérification et d'Observation intersectoriel des Enquêtes en matière d'agression sexuelle (VOIE) est composé de représentants de divers organismes impliqués dans le domaine de la violence sexuelle. En plus de revoir si le traitement des dossiers a été optimal au niveau de l'enquête policière, le comité VOIE compte formuler des recommandations en regard des meilleures pratiques à développer dans le traitement de ces dossiers. La directrice du CVASM participe au comité depuis sa création au mois de décembre 2017. En raison de la pandémie et au fait que le travail d'étude des dossiers par le comité Voie ne pouvait pas se faire virtuellement, le comité s'est rencontré une seule fois au courant de la dernière année.

- En lien avec le projet de loi 84, Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement, la directrice du centre a participé à un comité de travail réunissant plusieurs organismes et instances qui travaillent auprès des victimes d'actes criminels. Ceux-ci voulaient sensibiliser le ministre de la Justice au peu de temps accordé pour bien étudier ce projet de loi si important. Un mémoire au sujet du projet de loi a été rédigé par la directrice en collaboration avec les membres de l'équipe. La directrice a présenté le mémoire aux consultations particulières sur le projet de loi 84, à l'Assemblée nationale du Québec le 20 janvier 2021.
- Finalement, au mois de mars 2019 « Sonia Lebel, ministre de la Justice et procureure générale du Québec accompagnée des élues, mesdames Hélène David, Véronique Hivon et Christine Labrie ont annoncé la formation d'un comité d'experts sur l'accompagnement des personnes victimes d'agression sexuelle et de violence conjugale. Le comité a comme mandat d'évaluer à la lumière du parcours d'une personne victime d'agression ou de violence conjugale, les mesures actuelles et étudier celles pouvant être développées afin d'assurer un accompagnement plus soutenu et répondant mieux aux réalités des personnes victimes ». Le comité disposera d'un an pour s'acquitter de son mandat et sera composé de 21 membres. La directrice du CVASM compte parmi les membres du comité.

Tout au long de cette dernière année, le comité d'experts a tenu plusieurs rencontres virtuellement pour terminer les travaux et ensuite pour rédiger le rapport final. Ce fut un travail d'envergure, exigeant et très stimulant. La conclusion de tout l'effort a été le dépôt du rapport « Rebâtir la confiance, rapport du comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agression sexuelle et de violence conjugale » le 15 décembre 2020 via une conférence de presse. Les coprésidentes, Élisabeth Corte et Julie Desrosiers ont souligné dans leur message au début du rapport « Rebâtir la confiance ». C'est un titre qui renvoie à l'action, au pouvoir d'agir. Il réfère au besoin des victimes de se rebâtir, tout comme il exprime leur besoin de retrouver confiance dans le système de justice. Il renvoie aussi à la nécessité que ce système s'améliore pour répondre à leurs attentes de justice et aux actions à entreprendre pour y parvenir. »

Les 190 recommandations du rapport proposent toutes une série de moyens, mesures, amendements, unies par la vision que le mieux-être des victimes ne sera possible que si tous les acteurs collaborent et ne travaillent plus en silo. En effet depuis le dépôt du rapport les travaux sont bien enclenchés sur la mise en œuvre de plusieurs des recommandations. Notons à titre d'exemple, le programme d'aide financière d'urgence (LAFU), le tribunal spécialisé et l'accès à quatre heures de conseils juridiques gratuits pour toutes les victimes de violences sexuelles ou de violence conjugale.

8. LES COMMUNICATIONS DU CVASM

Le CVASM rayonne auprès du public général de plusieurs manières : dans les médias, par des événements, par son site web et sur les médias sociaux.

Le CVASM a paru dans quelques médias traditionnels au cours de cette année financière. À l'occasion de la sortie du livre *Un viol ordinaire* de Jeannette Bertrand, la directrice du CVASM a été mentionnée dans un article du Devoir, « L'égalité hommes-femmes, le combat de toute une vie pour Janette Bertrand ». La directrice du CVASM a aidé l'autrice dans ses travaux de recherche et elle a également participé à l'émission de « 2 filles le matin » sur TVA le 19 octobre 2020 en compagnie de Jeannette Bertrand. Le 17 avril 2021, la coordinatrice de la ligne-ressource était citée dans un article du Montréal Campus, « L'empathie au bout du fil (et de l'écran) » alors qu'elle évoquait le travail des intervenantes téléphoniques.

Dans l'objectif de renforcer la présence du CVASM dans les médias traditionnels, nous avons acquis un forfait de la plateforme Cision au printemps 2021. Cette plateforme nous permet de surveiller les mentions du CVASM dans les médias et l'actualité générale sur la violence sexuelle de façon beaucoup plus efficace que des outils comme Google Alertes. Cette plateforme offre également une base de données de journalistes, ce qui facilite grandement leur sollicitation. L'achat de ce forfait était notamment en prévision du lancement de la nouvelle marque de la ligne-ressource. En août 2021, l'agente de communication a contacté des journalistes qui écrivent sur les violences sexuelles pour leur proposer d'inscrire le numéro de la ligne provinciale à la fin de leurs articles.

Finalement, une ligne téléphonique directe a été mise en place pour l'agente de communication pour faciliter les contacts médias. Ce numéro de téléphone a été notamment ajouté à la page de contact du cvasm.org. Depuis, les journalistes ont progressivement appelé ce numéro ce qui a permis de mieux gérer leurs demandes et bâtir les relations médias.

Malgré la pandémie, le CVASM a été représenté à deux événements :

- Le Collège Villa-Maria organisait un événement de sensibilisation à la violence sexuelle et une collecte de dons à l'occasion du « Denim Day », le 27 avril 2021. Une intervenante téléphonique de la ligne-ressource a présenté des notions de la violence sexuelle lors du dîner via Zoom dans quelques classes. Une vingtaine de personnes y ont assisté.
- L'organisme « *Art with impact* » organisait à l'Université McGill le 1^{er} novembre 2020 un événement en ligne au sujet du rétablissement après une violence sexuelle. L'agente de communication a participé au panel de discussion auprès d'environ 50 participants.

Le site web du CVASM continue d'avoir un plus grand nombre de visites. Au courant de l'année 2020-2021, le site web du CVASM a été visité **22 640** fois, alors qu'il avait été visité **17 171** en 2019-2020, ce qui représente une augmentation de **32 %**.

Du contenu original est régulièrement publié sur les comptes Facebook et Twitter du CVASM pour maintenir la voix unique de l'organisme en tant qu'expert dans l'aide aux victimes de violence sexuelle. Le compte Facebook comprend de 1 à 4 publications par semaine. Le nombre d'abonnés a augmenté de **52 %**, en passant de **1 472** abonnés en septembre 2020 à **2239** abonnés en septembre 2021. Cette croissance est principalement causée par des publications au sujet de notions de base en violence sexuelle. Ces publications parues à l'été 2021 ont été partagées des dizaines de fois et ont été vues par des dizaines de milliers de personnes. Les publications de juillet présentées ci-dessous en sont des exemples.

Le compte Twitter comprend de 1 à 5 publications par mois. Le nombre d'abonnés a augmenté de **60 %**, en passant de **47** abonnés en septembre 2020 à **75** abonnés en septembre 2021.

Publications Facebook

Centre pour victimes d'agression sexuelle de Montréal Sexual Assault Centre
July 19 · 🌐

Quel est le point commun à toutes ces réponses? L'absence de consentement.
Pour qu'un consentement sexuel soit valide, cet accord doit être clair, enthousiaste et donné librement par la personne elle-même.
Les intervenantes de la Ligne-ressource provinciale pour les victimes d'agression sexuelle (☎ 1 888 933 9007) sont là 24/7 pour vous écouter, vous informer et vous soutenir.

Ligne-ressource provinciale pour les victimes d'agression sexuelle: 1 888 933-9007

Ligne-ressource provinciale pour les victimes d'agression sexuelle: 1 888 933-9007

Ligne-ressource provinciale pour les victimes d'agression sexuelle: 1 888 933-9007

Ligne-ressource provinciale pour les victimes d'agression sexuelle: 1 888 933-9007

👍❤️😄 Gabri Smell and 12 others 13 Shares

Centre pour victimes d'agression sexuelle de Montréal Sexual Assault Centre
February 16 · 🌐

L'agression était non protégée? Le condom aurait été retiré sans le consentement? Les victimes ont le droit à de l'aide aussi tôt que possible.
Dépister, prévenir et traiter des ITSS, ainsi que prévenir une grossesse, peuvent faire partie de l'intervention médicosociale auprès des victimes d'agression sexuelle, disponible dans des centres désignés. Ces soins d'urgence sont accessibles aux personnes qui ont subi une agression il y a 6 mois ou moins. Les intervenantes de la L... [See more](#)

Ligne-ressource provinciale pour les victimes d'agression sexuelle: 1 888 933-9007

Ligne-ressource provinciale pour les victimes d'agression sexuelle: 1 888 933-9007

👍😄 Gabri Smell and 3 others 7 Shares

Centre pour victimes d'agression sexuelle de Montréal Sexual Assault Centre
July 5 · 🌐

Rien ne justifie une violence sexuelle.
Quoi qu'on porte, ça ne justifie en rien des commentaires sexuels déplacés ou des gestes non consentis.
Pour connaître des ressources ou pour mettre des mots à ce qui s'est passé, une intervenante de la Ligne-ressource provinciale pour les victimes d'agression sexuelle (☎ 1 888 933 9007) est là pour vous 24/7.

Ligne-ressource provinciale pour les victimes d'agression sexuelle: 1 888 933-9007

👍❤️ 18 107 Shares

Centre pour victimes d'agression sexuelle de Montréal Sexual Assault Centre
May 18 · 🌐

Depuis déjà un an, les 80 centres désignés pour l'intervention médicosociale bénéficient du soutien du Service-conseil aux centres désignés pour l'intervention médicosociale auprès des victimes d'agression sexuelle qui a pour mandat de soutenir les membres des équipes médicosociales (intervenant.e.s, infirmiers.ères, médecins) quant à leurs besoins cliniques, organisationnels et de formation... [See more](#)

👍😄 Gabri Smell and 3 others 7 Shares

Publications Twitter



9. LE FINANCEMENT

Le soutien financier que le CVASM reçoit pour les différents services offerts provient de différentes sources. Certains sont récurrents tandis que d'autres ont un statut de projet et donc de nature ponctuelle. Une petite portion des revenus du CVASM provient de la collecte de fonds.

- Depuis décembre 2009, le projet d'Info-aide violence sexuelle a ajouté une toute nouvelle dimension à la gestion financière du CVASM. Il avait été décidé, dès le départ avec le bailleur de fonds, soit le ministère de la Justice, que la comptabilité de ce service serait distincte, mais ferait partie d'un seul et même organisme soit le CVASM. Les états financiers font état des résultats des deux projets qui ont été nommés centre et Info-aide violence sexuelle respectivement. Les prévisions budgétaires sont aussi distinctes pour les deux projets.

Depuis la fin du contrat initial de 5 ans le 30 novembre 2015 le CVASM a travaillé avec le bailleur de fonds, le BAVAC du Ministère de la Justice pour assurer la poursuite du financement. Depuis cette date, le CVASM formule une demande de financement chaque année. Le 28 octobre 2017, la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 a été lancée et la poursuite de la ligne-ressource provinciale est assurée à travers les 5 prochaines années. Pour l'année 2020-2021, le montant de **795 680 \$** a été octroyé au CVASM pour assurer le bon fonctionnement de la ligne-ressource.

- Le financement de base du CVASM est tributaire de la subvention annuelle et récurrente du PSOC du ministère de la Santé et des Services sociaux. Le montant octroyé pour cette dernière année était de **697 065 \$**. Le 18 décembre 2020, le CVASM a reçu la confirmation d'une augmentation récurrente de ce financement de base. Le montant de **233 594 \$** a donc été ajouté aux revenus 2020-2021. Une portion de cette somme serait utilisée pour reconduire de façon récurrente la subvention de **251 571 \$** qui devait être répartie sur trois ans, donc plus ou moins **80 000 \$** par année. Deux intervenantes aux suivis cliniques ont été embauchées à l'été 2018 pour des mandats de trois ans. Non seulement est-ce que les deux postes pour les intervenantes aux suivis cliniques pouvaient être reconduits, mais une augmentation de l'ordre de **150 000 \$** au financement de base du projet centre du CVASM pouvait être envisagée.

À la lumière de l'augmentation récurrente du financement de base, le conseil d'administration avait choisi de prioriser le dossier des ajustements salariaux. Des mises à jour importantes s'imposaient pour maximiser la rétention et l'engagement des employées. Au courant du printemps et de l'été 2021, le conseil d'administration a donc entamé une réflexion sur différents aspects reliés aux salaires des employées des équipes reliées au projet « centre ». À la conclusion de l'année financière, les travaux du conseil d'administration arrivaient à terme avec l'objectif de mettre en vigueur les nouveaux taux horaires au début de la nouvelle année financière 2021-2022. En plus des

ajustements salariaux, le conseil d'administration avait choisi aussi comme deuxième objectif de développer les services. Ainsi, une journée de travail additionnel sera ajoutée à l'une des quatre intervenantes au suivi clinique et l'horaire de travail hebdomadaire de toutes les intervenantes d'urgence de jour sera établi à 30 heures par semaine, soit tous des postes à temps plein.

- Un montant de **900 000 \$** qui a été réparti sur 3 ans a été accordé au CVASM en 2018. Cette somme est reliée à la mise en place d'une instance de coordination pour le réseau des centres désignés pour l'intervention médicosociale au Québec. Le CVASM est l'organisme mandaté pour créer et gérer cette nouvelle initiative. Ce projet a été officiellement lancé le 19 mai 2020 sous le nom du Service-conseil aux centres désignés pour l'intervention médicosociale auprès des victimes d'agression sexuelle. Le premier mandat de trois du Service-conseil termine à la fin du mois de janvier 2022. Les travaux sont en cours pour reconduire le mandat.
- Au mois de mars 2021, une subvention a été accordée au CVASM de l'ordre de 54 233 \$ dans le cadre de l'Appel de projets extraordinaires visant à moderniser l'accessibilité et l'offre de services aux personnes victimes d'actes criminels en contexte pandémique. L'objectif du projet est relié à faire la promotion de la ligne Info-aide violence sexuelle, anciennement connue sous le nom de la Ligne-ressource provinciale pour les victimes d'agression sexuelle. Ce projet vise aussi, la création d'un site web et d'autres réseaux sociaux pour Info-aide violence sexuelle et la modernisation du site web existant du CVASM.

De nouvelles modalités pour la comptabilité et la gestion des ressources financières et humaines ont continué à être mises en place, raffinées et ajustées selon le besoin au courant de cette année. Le processus de mise à jour de la façon de gérer le régime d'assurance collective ainsi que le régime de retraite en ce qui concerne l'admissibilité des employées a continué d'être perfectionné au courant de cette dernière année. Une nouvelle pratique a été développée par l'adjointe administrative de sorte que chaque nouvelle employée doit impérativement être rencontrée par elle dès son embauche. À l'aide d'une présentation PowerPoint, les différents aspects reliés aux ressources humaines et à la paie y sont présentés.

Au courant de cette dernière année, les membres du conseil d'administration ont poursuivi leur travail de réflexion et de rédaction de son premier manuel des employées. L'accomplissement de ce projet, si longtemps attendu, a bénéficié des connaissances, de la plume et de l'expertise de Danielle Schepper qui a travaillé durant de nombreuses heures bénévolement à la réalisation de cette tâche. À la conclusion de l'année, le manuel en est à sa troisième et dernière révision. Les membres comptent le présenter aux employées en 2022.

Les activités de collecte de fonds, de dons individuels et corporatifs

Dans le courant de cette dernière année, le CVASM a obtenu des dons grâce aux collectes de fonds organisées par différentes personnes de la communauté montréalaise. Le CVASM est touché par la générosité et l'engagement de toutes ces équipes en plus des dons individuels.

Tirage annuel

Malheureusement, à cause de la pandémie le tirage annuel n'a pas eu lieu

Marathon de Michelle Desrochers Collecte de fonds organisée par l'humoriste Michelle Desrochers, elle a couru un demi-marathon. Les personnes pouvaient l'encourager en offrant un don par Gofundme, elle a choisi le CVASM pour remettre l'argent, le montant amassé est de **2500 \$**.

En mémoire de Madame Bobbi Aronovitch

Le CVASM a reçu un don de **500 \$** en mémoire de madame Bobbi Aronovitch. Il y a plusieurs années dans le nord de la ville de Montréal, Bobby a été victime de violence sexuelle par 7 garçons. Malheureusement à cette époque il n'y avait pas d'organisme pour lui venir en aide. Les donateurs nous remercient d'exister et de venir en aide aux victimes de violence sexuelle.

École, The Study

Cette année, les élèves ont lancé *la journée du t-shirt rouge*. Il s'agissait d'une journée où toutes les élèves venaient à l'école vêtue d'une chemise rouge. Le but de cette activité était de sensibiliser le public aux violences sexuelles et au harcèlement sexuel. Chacune des élèves a offert un don, qui a été remis au CVASM. Les élèves ont amassé **500 \$**

Miss Edgar's and Miss Cramp's School – École Miss Edgar et Miss Cramp

Les élèves ont amassé la somme de **400 \$** à l'intention du CVASM.

Grâce aux collectes de fonds, aux dons individuels et corporatifs, le CVASM a obtenu au courant de l'année un montant total de **10 710,35\$**.

10. LA PANDÉMIE DE LA COVID-19

Comme pour toute la société québécoise, la pandémie de la Covid-19 a frappé au CVASM le 13 mars 2020. L'année 2020-2021 fut une année complète vécue en pandémie Covid-19.

Les modalités et mesures de travail déterminées durant les six premiers mois de la pandémie ont été maintenues tout au long de cette dernière année. Ainsi sauf pour l'équipe d'urgence, la directrice du CVASM, parfois l'équipe de coordination d'Info-aide violence sexuelle et l'agente de communication, toutes les autres équipes du CVASM sont restées en télétravail. L'objectif était de réduire au minimum le nombre de personnes en présentiel dans les locaux du CVASM. Tout au long de l'année, les mesures sanitaires ont été respectées et l'équipement de protection individuelle a été mis à la disposition des employées travaillant dans les locaux du CVASM.

Dès le début de la pandémie Covid-19, le CVASM a dû répondre à la réalité du télétravail au niveau de l'achat d'équipement informatique pour les membres des différentes équipes, de logiciels et des licences comme Zoom et Microsoft 365 assorties de Teams. Au courant de cette dernière année ces éléments ont dû être maintenus et certains sont mis à jour. Heureusement, le CVASM a bénéficié des sommes accordées dans le cadre de *l'Accord Canada-Québec pour les refuges et les organismes d'aide aux victimes de violences sexuelles et de violence conjugale au Québec pour répondre à la pandémie COVID-19*. Un financement totalisant **63 000 \$**, dont **45 000 \$** octroyé en 2019-2020 et **18 000 \$** durant 2020-2021. Ces sommes ont permis de répondre aux besoins et aux nouvelles dépenses surtout d'ordre matériel et informatique encourus durant la pandémie Covid-19.

La pandémie n'a pas eu trop d'impact négatif sur les multiples projets réalisés par le Service-conseil aux centres désignés pour l'intervention médicosociale auprès des victimes d'agression sexuelle. Ceux-ci pouvaient assez bien se réaliser en télétravail. Au besoin, l'équipe s'est rendue dans les bureaux du CVASM. Les trois coordonnatrices ont établi et maintenu des liens de communications et des échanges quotidiens.

Les plus grands défis liés à la gestion et au maintien du bon fonctionnement du CVASM durant cette année de pandémie Covid-19 pourraient se résumer en quatre points.

1. Le défi de l'informatique : l'approvisionnement et le maintien des équipements, la formation et l'encadrement des employées selon leurs différents niveaux de connaissances, compétences et confort.
2. Le défi des ressources humaines : la rétention et le recrutement de nouvelles employées devant une pénurie de la main-d'œuvre et le fait de devoir développer de nouvelles modalités offrir la formation virtuellement sur Zoom ou Teams. Ce défi a été surtout ressenti au sein de l'équipe d'Info-aide violence sexuelle et de l'équipe d'urgence de jour et sur appel.
3. Le défi de trouver un juste équilibre et les meilleures pratiques pour les équipes qui interviennent directement auprès des victimes en télétravail, particulièrement pour Info-aide violence sexuelle et l'équipe de suivi clinique.
4. Le défi d'obtenir rapidement le vaccin Covid-19 pour l'équipe d'urgence qui intervient au sein de la clinique médicale du CLSC Métro et à la salle d'urgence de l'HGM.